

## **Le recensement de la population (RP)**

Jusqu'au recensement de 2011, la loi électorale était la principale base légale permettant l'organisation des recensements de la population. Suite à de nouvelles dispositions législatives, l'organisation d'un recensement de la population se base, aujourd'hui, sur la loi du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques qui mentionne dans son article 2 paragraphe 5 que « Le STATEC a pour mission: de réaliser les recensements de la population, du logement et des bâtiments, la date et les modalités de ces recensements étant fixées par règlement grand-ducal ».

Au-delà de la législation nationale, le règlement (CE) No 763/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008, concernant les recensements de la population et du logement a pour objet d'établir « des règles communes pour la fourniture décennale de données exhaustives sur la population et le logement ». A noter que ce règlement a un effet d'obligation pour le Luxembourg.

Le recensement ne répond cependant pas uniquement à des besoins de nature juridico-administrative: il permet avant tout l'établissement de statistiques démographiques pouvant être ventilées par unité territoriale (commune, localité, quartier, ...). Les informations collectées permettent d'analyser la structure de la population (par âge, sexe, nationalité), la situation par rapport à la vie économique (profession, secteur d'activité, ...), le niveau d'instruction, les conditions de logement des ménages et les déplacements journaliers des travailleurs et des étudiants.

Entre deux recensements et jusqu'en 2016, la population totale ainsi que sa structure par âge et par sexe était estimée en ajoutant tous les ans à la population déterminée lors du dernier dénombrement les soldes naturel (naissances-décès) et migratoire (arrivées-départs) de l'année. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la détermination des chiffres de population se base sur le Registre National des Personnes Physiques.

Le dernier recensement a été réalisé en février 2011. Il s'agissait du 36<sup>ième</sup> depuis l'indépendance de notre pays en 1839. En raison de l'envergure de l'opération, la collecte des données ne peut être réalisée qu'en collaboration avec les communes.

Le recensement de 2011 a été réalisé de façon « classique », à l'aide de questionnaires distribués et collectés par des agents recenseurs. Toutefois, pour le recensement de 2011, le STATEC a innové en donnant aux ménages la possibilité de répondre par voie électronique. Pour ce faire, le STATEC s'est appuyé sur la technologie du Guichet Unique pour la collecte des questionnaires électroniques. Les questionnaires ont été développés par le Centre des technologies de l'information de l'Etat (CTIE) en collaboration avec le STATEC. L'envoi du questionnaire par voie électronique au CTIE a été réservé aux personnes disposant d'une signature électronique LuxTrust et enregistrées sur le Guichet Unique.

Afin d'améliorer la qualité des données statistiques récoltées et de réduire les coûts engendrés par le système de dépôt-retrait de questionnaires, le STATEC étudie des alternatives au recensement «classique». Dans les pays Scandinaves, par exemple, l'interconnexion à des fins statistiques de fichiers administratifs existants a déjà été réalisée et ceci semble aussi être la solution d'avenir pour le Luxembourg. La mise en place d'un tel système exigerait néanmoins la création de nouveaux registres afin de combler le manque de données dans certains domaines faisant partie du champ d'étude du recensement «classique» (logement, éducation,...). Pour le recensement en 2021, le STATEC envisage un recensement «combiné», c'est-à-dire l'envoi des questionnaires aux ménages sur base des noms et adresses figurant au «registre central de la population», en interconnexion avec un nombre limité de fichiers administratifs pour permettre de réduire le nombre de questions.